

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Mensonges occidentaux et élections syriennes

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 5 MAI 2014

ENGLISH ESPAÑOL



Pour le Sud-Coréen Ban Ki-moon, si les Syriens élisent eux-mêmes leur président, il ne sera pas possible aux occidentaux d'imposer la composition du prochain gouvernement.

Mensonges occidentaux et élections syriennes

Par Ghaleb Kandil

Les États-Unis, les pays de l'Otan et leurs vassaux turcs et arabes continuent leur guerre d'usure contre la Syrie. Ils s'efforcent de saper la crédibilité des prochaines élections présidentielles, prévues le 3 juin, avant le scrutin, tandis que l'État syrien poursuit ses préparatifs pour assurer le succès de cette consultation populaire, au cours de laquelle trois candidats s'affronteront, ce qui constitue une première dans l'histoire contemporaine de la Syrie.

Parmi les prétextes invoqués par les Occidentaux et leurs alliés

pour mettre en doute la légitimité des élections figure la poursuite de la guerre. Mais ce sont eux qui déploient d'intenses efforts pour prolonger le conflit et, par conséquent, la souffrance des Syriens. L'argent du Golfe continue de couler à flots pour financer les groupes terroristes, y compris Al-Qaïda, les arsenaux turcs et jordaniens sont grands ouverts, alors que Washington, Paris et Londres fournissent une assistance technique et un entraînement aux extrémistes.

En alimentant la guerre, les États-Unis veulent torpiller toute solution politique à la crise, en empêchant l'État de renouveler et de moderniser ses institutions sur la base du pluralisme et de la démocratie.

L'opposition occidentale à l'organisation des élections présidentielles est bâtie sur un tas de mensonges. Ce même Occident n'a pas manqué d'encourager certains pays à tenir des élections en temps de crise (comme en Ukraine par exemple), et a distribuer des certificats de bonne conduite, lorsque ces processus électoraux servaient ses intérêts. Barak Obama a été l'un des premiers dirigeants à féliciter le gouvernement irakien pour l'organisation, la semaine dernière, des élections législatives, alors que la guerre contre Al-Qaïda déchire plusieurs provinces du pays. L'Irak avait même tenue des élections sous occupation états-unienne et les grands défenseurs des libertés politiques avaient avalé leur langue à l'époque.

La colère de l'Occident vient du fait que les élections en Syrie sont organisées par un État indépendant et souverain, qui a résisté à l'une des guerres les plus féroces des dernières décennies, dans le but de recoloniser le pays. Si l'Occident avait réellement voulu mettre un terme à la guerre, il aurait asséché les sources de financement des groupes terroristes et aurait suspendu leur armement par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.

L'autre prétexte occidental selon lequel les élections présidentielles syriennes compromettraient la solution politique est un mensonge. Les élections qui ont eu lieu en Irak sous occupation US se sont déroulées en parallèle avec le processus politique. Même cas pour les élections présidentielles en Afghanistan, qui ont eu lieu alors que les négociations se poursuivaient entre Kaboul et les Taliban.

En vérité, lorsque l'Occident parle de solution politique en Syrie, il

fait allusion à son plan, qui consiste à provoquer un vide au niveau de la présidence, dans l'espoir de placer le pays sous tutelle, conformément à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Enfin, l'Occident prétend que le résultat des présidentielles syriennes est connu d'avance et que la victoire du président Bachar al-Assad est acquise. En réalité, ces pronostics sont basés sur les sondages effectués par les services de renseignement états-unis, britanniques et français, y compris dans les camps de réfugiés à l'extérieur de la Syrie, qui ont montré la grande popularité dont jouit le leader syrien. Ces rapports des services de renseignement assurent que le président Assad obtiendrait les trois quarts des voix lors de n'importe quelle élection libre et intègre.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Certains pays incitent les Libanais à respecter l'échéance présidentielle dans le cadre des délais prévus. Ils constatent toutefois que les Libanais eux-mêmes ne sont pas d'accord sur cette élection ou cherchent à provoquer un défaut de quorum, ce qui constitue un comportement non démocratique, voire même une tentative d'obstruction en totale contradiction avec la démocratie (...) Il faut respecter la neutralité du Liban par rapport aux questions conflictuelles et aux crises qui secouent la région. Il ne s'agit pas là d'une distanciation passive, mais tout simplement de la neutralité du Liban par rapport aux conflits régionaux, de manière à éviter de prendre position dans certaines circonstances qui pourraient mettre le pays dans une situation difficile. Par exemple, si deux réunions ont lieu, l'une regroupant les amis de la Syrie et l'autre l'opposition syrienne, le Liban devrait se mettre à l'écart des deux manifestations. Il en est de même si une décision est prise en ce sens par le Conseil de sécurité ou par la Ligue arabe. Dans le but d'atteindre cet objectif, il faudrait encourager les parties à l'intérieur et à l'extérieur du Liban à observer cette neutralité. Il est du devoir de la communauté internationale

d'œuvrer à la neutralité du Liban. Taëf prévoit des relations privilégiées avec la Syrie auxquelles nous restons certes attachés. Cependant, j'insiste sur le fait que les relations privilégiées doivent être établies avec l'ensemble des Syriens et non seulement avec une partie du peuple. »

Tammam Salam, Premier ministre du Liban

« Aucun signe ne montre jusqu'à présent que l'échéance présidentielle se déroulera dans des conditions adéquates. Le dossier des réfugiés syriens représente un lourd fardeau pour l'infrastructure libanaise. C'est la raison pour laquelle le Conseil des ministres a créé un comité ad hoc pour faire face à ce dossier et a demandé au ministre des Affaires étrangères de le suivre dans ses démarches avec l'étranger. »

Naïm Kasseem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Le premier tour de l'élection a permis de démontrer que les conditions nécessaires ne sont pas encore réunies pour l'élection d'un président. Il était clair que la première séance était théâtrale et que les circonstances actuelles ne sont pas propices à l'élection d'un président. De ce fait, les tours suivants n'aboutiront à rien si les circonstances actuelles demeurent inchangées. Que la séance ait lieu ou pas, le résultat est le même, il n'y aura pas d'élection d'un président. Nous avons ainsi préféré que la séance n'ait pas lieu en provoquant un défaut de quorum afin d'éviter qu'un coup ne soit monté dans l'ombre et que nous soyons surpris par un développement qui ne serait pas en conformité avec l'approche à suivre pour élire un président de la République. Les fondements sur lesquels est bâti le pays, la nature des forces politiques en présence ainsi que la réalité confessionnelle font qu'aucune partie ne peut choisir le président de manière unilatérale. L'équilibre politique est délicat, et de ce fait, il est préférable que l'élection du président se fasse sur base d'un accord. Conformément à cet accord, le président devrait avoir une assise populaire, bénéficier d'une autorité politique et morale, ne pas être un défi aux autres et tenter de rechercher des dénominateurs communs, de même qu'il devrait protéger le Liban et sa résistance. »

Elie Ferzli, ancien vice-président du Parlement libanais

« Aucune séance électorale n'aura lieu dans un avenir proche si une feuille de route susceptible de conduire à la mise en place d'un chef d'État qui œuvre à la restauration du partenariat entre les différentes composantes de la société libanaise n'est pas définie entre-temps. »

David Hale, ambassadeur des États-Unis à Beyrouth

« L'élection présidentielle au Liban tout comme les législatives prévues à l'automne prochain sont deux processus entièrement libanais. Il revient aux Libanais de choisir leurs dirigeants. Beaucoup de travail sérieux attend ces dirigeants car le Liban fait face à une série de questions économiques, sécuritaires et sociales. La communauté internationale, et bien sûr les États-Unis, ont besoin de partenaires qui représentent le Liban en vue de pouvoir aider ce pays. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le rôle de la communauté internationale, y compris celui des États-Unis, dans cette élection. La réponse est toute simple : notre rôle est d'aider les Libanais à protéger ce processus électoral de façon à ce que ce soit les Libanais qui élisent un président libanais, conformément aux dispositions de la Constitution et dans les délais prévus. Nous n'avons aucun rôle dans le choix d'un quelconque candidat, et cela s'applique aussi à toutes les autres parties étrangères. L'élection du président est la responsabilité exclusive des Libanais et un droit pour eux. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Le blocage auquel fait face le 14-Mars, c'est-à-dire le torpillage du quorum lors des séances parlementaires consacrées à l'élection d'un nouveau président de la République est un véritable terrorisme. L'échéance présidentielle est en péril. Conformément à diverses interprétations constitutionnelles, le quorum du second tour de l'élection présidentielle devrait être la moitié plus une des voix des députés. Mais malgré la tenue de plusieurs tours, certains insistent sur le fait que le quorum requis doit être les deux tiers des membres de l'Assemblée. La règle du quorum a été faite pour organiser et garantir la bonne marche de l'élection présidentielle et non pour bloquer ce processus. »

Ahmad Fatfat, député du Courant du futur

« Si le général Aoun souhaite être un candidat consensuel, il doit au moins accepter les principes de base du 14-Mars, notamment en ce qui concerne les armes illégales, le Tribunal spécial pour le Liban et le retour aux institutions de l'État, face au mini-État. Lorsque Aoun s'engagera sur ces fondements, il y aura matière à discussion. Bienvenue au général Aoun s'il souhaite être un candidat consensuel, mais son comportement lors de la dernière séance prouve qu'il est le candidat du 8-Mars. Si le 8-Mars n'a pas encore choisi son candidat, c'est parce qu'il sait que ce dernier ne pourra pas obtenir plus de 48 voix. Ceux qui ont boycotté la séance sont en train de prouver que leur candidat est le vide. »

Événements

• L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Ali Aouad Assiri, a regagné son poste à Beyrouth, après plusieurs mois d'absence, suite à des assurances gouvernementales que le plan de sécurité mis en œuvre depuis quelques semaines a commencé à porter ses fruits et que l'état de la sécurité au Liban est « en amélioration constante ». Affirmant avoir répondu aux souhaits du roi Abdallah de le voir regagner son poste, le diplomate a insisté sur le fait que « mon retour n'est pas lié à l'échéance présidentielle », précisant que le souhait de son pays est de voir se dégager un accord interne sur l'élection d'un nouveau président. « Nous souhaitons l'élection d'un Libanais par excellence, a-t-il dit, d'autant que la région traverse une phase très délicate. » « Je suis de retour au Liban pour exercer mes fonctions et reprendre contact avec toutes les factions politiques », a-t-il dit, insistant sur le fait que « le royaume saoudien ne se permettra aucune ingérence dans le processus électoral ». « Ce sont les Libanais qui devront élire leur nouveau président, et ils en sont capables. Le choix devra être exclusivement libano-libanais, et ce dans les prochaines semaines, loin de toute vacance institutionnelle », a-t-il insisté.

• Des ressortissants syriens armés ont tiré des coups de feu contre cinq jeunes habitants d'Ersal, dans l'est du Liban, rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Trois hommes ont

été blessés dans l'incident. Cet incident survient trois jours après une attaque des "Brigades sunnites libres de Baalbeck", un groupuscule lié à Al-Qaëda, contre l'Armée libanaise dans la Békaa. Des soldats de l'armée libanaise sont tombés dans une embuscade, mercredi, tendue par des Syriens armés dans la région de Rahwé, dans le jurd d'Ersal. Samedi, les Brigades avaient affirmé via leur compte Twitter que leurs combattants sont engagés dans un affrontement armé contre des membres du Hezbollah non loin de la localité de Brital, dans l'est du Liban.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(1er mai 2014)

Il n'est pas anodin que le président d'une grande puissance occidentale prenne contact avec le chef d'un parti politique libanais pour débattre avec lui de l'échéance présidentielle. Abstraction faite de la teneur de l'entretien téléphonique entre François Hollande et Walid Joumblatt, le simple fait qu'il ait eu lieu reflète l'intérêt croissant que porte la France au dossier de la présidentielle, au moment où l'on entend dire que Paris jouera un rôle prépondérant dans ce dossier en coordination avec Washington. Le président français a souligné, pendant cet entretien, l'importance de la tenue de l'élection présidentielle à la date prévue par la Constitution, cette élection devant être le prélude à une plus grande stabilité et une plus grande entente entre Libanais.

En plus de cet entretien téléphonique, Paris a été au cœur de l'actualité sous un autre angle, celui de la rencontre, dans la capitale française, entre Saad Hariri et le patriarche Béchara Raï. Saad Hariri avait auparavant reçu à Paris le ministre Gebran Bassil et cette rencontre fait toujours couler beaucoup d'encre.

As-Safir (1er mai 2014)

Daoud Rammal

Les Saoudiens souhaitent faire de la présidentielle libanaise une carte qu'ils détiennent dans les négociations autour de l'avenir

politique de l'Irak. Ils auraient d'ailleurs soumis aux Iraniens l'offre suivante : Quels que soient les résultats des législatives irakiennes et l'importance du bloc remporté par le Premier ministre Nouri al-Maliki, Riyad n'acceptera en aucun cas que ce dernier préside le nouveau gouvernement irakien. Si Téhéran l'accepte, l'Arabie saoudite pourrait alors faciliter l'élection d'un président libanais qui soit approuvé par le Hezbollah et ses alliés. Mais l'Iran est restée fermement attachée à la présence de Maliki à la tête du gouvernement en Irak si les résultats des élections lui sont favorables.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ghassan Saoud (1er mai 2014)

Le général Michel Aoun n'annoncera ni aujourd'hui, ni demain son retrait de la course à la présidence de la République. Et Saad Hariri ne pourra pas entamer la détermination du chef du Courant patriotique libre, dont le moral est au beau fixe. Si Aoun n'est pas élu président, personne d'autre ne sera élu non plus, jusqu'à nouvel ordre. Telle semble être l'équation pour le CPL à présent.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Randa Takieddine, Paris (2 mai 2014)

L'appel du président français à Walid Joumblatt, dans le cadre des contacts entamés par Paris avec les diverses factions libanaises, a insisté sur la nécessité d'éviter le vide, point de vue que la France partage avec Washington et Londres. Des sources informées rapportent que le président Michel Sleiman s'est entretenu avec son homologue français, mercredi. Walid Joumblatt, quant à lui, est un ami de longue date du président Hollande, du temps où ce dernier était à la tête du Parti socialiste en France. Hollande l'aurait contacté vu son rôle important dans le dossier présidentiel. En outre, Paris poursuit ses contacts avec les autres parties concernées, que ce soit au Liban, via son ambassadeur Patrice Paoli, ou en France, par le biais de contacts avec Nader Hariri, directeur de cabinet de Saad Hariri, ainsi qu'avec le patriarche Raï. Par ailleurs, le conseiller du président français, Emmanuel Bonne, poursuit ses contacts, depuis le début avril, avec, notamment, le ministre libanais des Affaires étrangères, Gebran Bassil, qui n'avait eu l'occasion de rencontrer aucun responsable français lors de sa

courte visite à Paris, pour une rencontre-marathon avec Saad Hariri. De nombreux candidats potentiels se sont rendus à Paris, en vue de rencontrer des officiels français. Cependant, la France persiste à ne pas vouloir s'ingérer dans le choix des candidats ou dans l'élection. En effet, les dirigeants français sont très prudents quant au choix des noms. Paris considère que la conjoncture actuelle n'est pas encore propice à des négociations autour d'un candidat en particulier. Il reste encore trois semaines avant l'expiration du délai constitutionnel. Cette période pourrait servir à intensifier les contacts. Quand les circonstances le permettront, la France se mobilisera auprès des forces régionales influentes, au cas où le vide s'avèrerait inévitable.

Pour sa part, le patriarche Raï nie avoir discuté avec Hariri des noms des candidats, considérant que cette tâche incombe aux blocs parlementaires. « Je ne me permettrais pas de choisir des candidats », affirme-t-il, assurant respecter le Parlement, les blocs politiques et le peuple libanais. Raï n'en a pas moins insisté sur la nécessité d'élire un nouveau président qui soit à la hauteur des attentes des Libanais.

Al Charq al-Awsat (Quotidien saoudien)

Michel Bou Najem, Paris (1er mai 2014)

La 2ème tentative d'élire un successeur au président Michel Sleiman n'a pas abouti et rien ne laisse présager une entente avant l'expiration du délai constitutionnel le 25 mai. Mais cet état des choses, si grave soit-il, ne semble pas inquiéter outre mesure la France. En dépit des difficultés, le jeu électoral est sur la bonne voie grâce au nouvel espace de dialogue entre les divers protagonistes, estiment des sources françaises, qui soulignent que le processus électoral se déroule (jusqu'ici) dans les délais constitutionnels en vigueur au Liban. Ces sources faisant référence aux discussions en cours entre les forces politiques libanaises, plus précisément aux échanges entre le Courant du futur et Michel Aoun.

Par ailleurs, elles considèrent que le Parlement n'est pas clos et que son président respecte les délais fixés par la Constitution en convoquant les séances les unes après les autres bien qu'il ne soit pas sûr que les parlementaires parviennent à élire un nouveau chef

d'État. Quoi qu'il en soit, ces sources soulignent l'importance de voir les députés mettre à profit les trois prochaines semaines pour que le jeu démocratique prenne son cours, aboutissant à l'élection d'un nouveau président. La France y est d'ailleurs fermement attachée, souhaitant éviter un vide constitutionnel et ses éventuelles conséquences qui pourraient compromettre la sécurité et la stabilité au Liban.

La France a-t-elle un candidat déterminé à la présidence libanaise ? La réponse est un non catégorique : « Nous n'avons certainement pas de candidat. Le processus électoral devrait garder son cachet libanais, probablement pour la première fois, malgré les ingérences et les influences extérieures qu'il serait difficile d'épargner au Liban », affirment les sources françaises. « Nous n'opposons de veto à aucun des candidats, et ne favorisons pas non plus tel candidat aux dépens de tel autre. »

Des émissaires du Département d'État ont visité la capitale française récemment pour des entretiens avec des responsables français et libanais. Interrogées sur le fait de savoir si les Américains étaient réellement en train de mettre la pression pour conclure une entente entre MM. Hariri et Aoun, les mêmes sources ont répondu : « Ce n'est pas vrai ». Pour Washington, la personne du président importait moins que la politique qu'il mettra en œuvre une fois élu.

Haaretz (Quotidien israélien)

(28 avril 2014)

Des changements sont en cours ces jours-ci le long de la frontière du Liban, où le Hezbollah fait montre d'une présence de plus en plus manifeste et belliqueuse, peut-être en réponse aux actions de l'armée israélienne. La frontière avait l'air calme cette semaine, mais les commandants des bataillons des forces armées israéliennes qui y sont déployées racontent une histoire différente. Au cours de ces dernières semaines, d'importants développements ont affecté l'équilibre de la dissuasion entre Israël et le Hezbollah. Sur la frontière, les patrouilles de combattants du Hezbollah habillés en civil se sont multipliées et sensiblement rapprochées du territoire israélien. Dans le Golan, des attaques à la roquette ont causé des dégâts côté israélien. Une réponse à l'attaque de Janta,

un village libano-syrien de la Bekaa, en mars dernier.

Les actions du Hezbollah ont été décrites comme une tentative de tracer une ligne de conduite en direction d'Israël : vous pouvez attaquer en Syrie mais si vous ne respectez pas la souveraineté du Liban, vous en paierez le prix. En réalité, quelque chose de profond est en train de se passer. Le Hezbollah tente de redéfinir les règles du jeu dans la confrontation avec Israël après des années de relative stabilité le long de la frontière. « Même s'il en paie le prix fort en interne, la guerre en Syrie permet au Hezbollah d'acquérir une nouvelle expérience et de nouvelles compétences que nous devons observer avec minutie », explique un général de l'armée israélienne.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « Mensonges occidentaux et élections syriennes », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 5 mai 2014, www.voltairenet.org/article183634.html